

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

(S - C - 97/254)

Direction générale de la Police générale du Royaume  
Services de police. — Personnel

**13 MARS 1997.** — Circulaire POL 57 relative à la liste des cours de perfectionnement, de formation complémentaire et de spécialisation agréés par l'arrêté ministériel du 13 mars 1997 fixant les cours de perfectionnement, de recyclage ou de spécialisation agréés pour l'octroi de certaines échelles de traitement aux titulaires de certains grades de la police communale. — Application de l'arrêté royal du 3 mars 1995 fixant les conditions d'ancienneté, de formation complémentaire et d'avis favorable du chef de corps pour pouvoir octroyer certaines échelles de traitement aux titulaires de certains grades de la police communale

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province.

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'Arrondissement,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Gouverneur,

L'arrêté royal du 3 mars 1995 précité traite, en ses articles 1er, 2 et 3, d'une liste des cours de perfectionnement, de formation complémentaire et de spécialisation agréés par le Ministre de l'Intérieur, cours permettant aux titulaires de certains grades de la police communale de remplir une des conditions pour se voir octroyer une augmentation de leur échelle barémique.

Il s'agit notamment des grades d'agent auxiliaire de police, d'agent de police ou de garde champêtre et de commissaire adjoint de police des communes de classe supérieure ou égale à 17.

Je rappelle que n'entreront en ligne de compte pour l'octroi d'une échelle barémique supérieure, que les cours suivis après la nomination définitive au grade dont l'intéressé est titulaire lors de l'introduction de sa demande.

L'arrêté ministériel en date du 13 mars 1997 fixe la liste des diplômes, brevets et certificats reconnus pour l'octroi de certaines échelles de traitement, en application de l'arrêté royal du 3 mars 1995 précité, et ceci pour la période allant jusqu'à l'année académique 1994-1995.

La présente circulaire a pour objet d'expliquer l'arrêté ministériel précité.

**1. Champ d'application.**

Il est à noter tout d'abord que les cours de formation complémentaire organisés avant le 3 mars 1995 tombent également sous le champ d'application de l'arrêté royal précité.

La liste de cours sera complétée régulièrement, en principe annuellement.

**2. Critères de base retenus pour l'agrément d'un cours.**

Il est tenu compte notamment, des éléments suivants :

- l'instance qui a dispensé le cours;
- objet du cours;
- existence ou non d'une épreuve au terme de la formation.

Ainsi, il convient de noter qu'en général, l'agrément ne sera accordé pour un cours que s'il s'est vu clôturer par une épreuve.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

(S - C - 97/254)

Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie  
Politiediensten. — Personeel

**13 MAART 1997.** — Omzendbrief POL 57 met betrekking tot de lijst van de vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen, erkend bij ministerieel besluit van 13 maart 1997 tot vaststelling van de vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen, erkend om sommige weddeschalen aan de titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie toe te kennen. — Toepassing van het koninklijk besluit van 3 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden inzake anciénniteit, bijscholing en gunstig advies van de korpschef om sommige weddeschalen aan de titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie te kunnen toekennen

Aan Mevrouw de Provinciegouverneur en de Heren Provinciegouverneurs.

Ter informatie :

Aan de Heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,

Mevrouw de Gouverneur,

Mijnheer de Gouverneur,

Het voornoemde koninklijk besluit van 3 maart 1995 handelt in zijn artikelen 1, 2 en 3 over een lijst van de door de Minister van Binnenlandse Zaken erkende vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen die de titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie de mogelijkheid bieden aan een van de voorwaarden te voldoen met het oog op een verhoging van hun weddeschaal.

Het gaat meer bepaald om de graden van hulppolitieagent, politieagent of veldwachter en van adjunct-commissaris van politie van de gemeenten waarvan de klasse gelijk is aan of hoger is dan klasse 17.

Ik herinner eraan dat voor de toekenning van een hogere weddeschaal enkel die cursussen in aanmerking komen die werden gevuld na de vaste benoeming in de graad waarvan de betrokken titularis is bij het indienen van zijn aanvraag.

Het ministerieel besluit van 13 maart 1997 bepaalt de lijst van de diploma's, brevetten en getuigschriften die worden erkend voor de toekenning van sommige weddeschalen, met toepassing van het voornoemde koninklijk besluit van 3 maart 1995 en dit voor de periode tot en met het academiejaar 1994-1995.

Deze omzendbrief heeft tot doel bovenvermeld ministerieel besluit te verduidelijken.

**1. Toepassingsgebied.**

Er dient in eerste instantie opgemerkt te worden dat de bijscholingscursussen die vóór 3 maart 1995 georganiseerd werden eveneens binnen het toepassingsgebied van het voornoemde koninklijk besluit vallen.

De lijst van de cursussen zal regelmatig, in principe jaarlijks worden aangevuld.

**2. Basiscriteria voor de erkennung van een cursus.**

Er wordt met name rekening gehouden met de volgende elementen :

- de instantie die de cursus heeft georganiseerd;

- onderwerp van de cursus;

- het al dan niet bestaan van een proef na de opleiding.

Hierbij dient te worden opgemerkt dat een cursus in het algemeen slechts zal worden erkend wanneer deze wordt afgesloten met een proef.

Cette exigence ne sera cependant appliquée strictement que pour les cours dispensés à partir de l'année académique 1995-1996. Ainsi, pourvu qu'ils satisfassent aux autres conditions, les cours suivis avant l'année académique précitée, même non clôturés par une évaluation, seront agréés. Cela se justifie par le fait que le Département n'avait pas encore émis de directives en la matière avant l'entrée en vigueur de la présente circulaire. Aussi, si une épreuve n'était pas prévue, c'est que le centre ne le jugeait alors pas opportun.

Par contre, à l'avenir, ne seront agréés que les cours clôturés par une épreuve, sauf s'il s'avère que cette dernière n'avait pas lieu d'être. Dans ce dernier cas, il appartiendra aux divers centres de motiver leur décision relative à la non-organisation d'une évaluation et ce n'est que si le Ministère de l'Intérieur le juge opportun qu'il y aura agrément de ces cours. Le centre concerné délivrera alors une attestation motivée de fréquentation assidue des cours, concernant la présence mais également la participation effective.

Cependant, il est évident que, en cas d'organisation d'examens ou d'épreuves, l'intéressé doit nécessairement avoir réussi pour qu'il soit tenu compte du brevet concerné pour l'agrément.

### 3. Les attestations de fréquentation ou de réussite des cours.

Afin d'obtenir les documents attestant du suivi du cours ou de la réussite de l'épreuve clôturant le cours, les intéressés doivent s'adresser à l'instance qui a organisé ce cours (en général, le centre d'entraînement et de formation de la police).

Les attestations comprendront des mentions claires et précises afin qu'aucun doute ne puisse subsister en la matière et que l'autorité communale puisse disposer de toute information lui permettant de vérifier si le cours proposé est repris dans l'arrêté ministériel susvisé.

### 4. Procédure à suivre pour les demandes d'agrément des cours qui ne sont pas encore repris dans les listes officielles.

La liste des cours agréés peut être complétée par le Ministère de l'Intérieur : ainsi, chaque cours qui n'aurait pas encore été soumis pour approbation, pourra l'être à la demande de l'intéressé.

De telles demandes, si elles concernent des cours dispensés par un Centre d'entraînement et d'instruction agréé, doivent être motivées et adressées à l'école en question, laquelle pourra :

- informer l'intéressé que le cours en question n'est pas agréé par le Ministère de l'Intérieur ou qu'il n'est pas agréé pour un grade spécifique. La motivation concernant cette position sera également communiquée à l'intéressé.

- soumettre le cours au Ministre de l'Intérieur pour agrément, pour autant qu'une telle demande n'ait pas encore été introduite.

Quant aux demandes concernant des cours non dispensés par un Centre d'entraînement et d'instruction agréé, elles seront motivées et adressées directement au Département, soit par l'intéressé lui-même, soit par la commune.

### 5. Divers.

Il est à noter, enfin, qu'il est possible, pour les communes, de mettre sur pieds un système par lequel les intéressés auraient à motiver leur désir de suivre telle ou telle formation, et par là, éviter aux candidats peu motivés de participer à des formations uniquement dans un esprit de lucratif.

Je vous saurais gré, Madame le Gouverneur, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif, la date à laquelle cette circulaire est parue au *Moniteur belge*.

Deze vereiste zal echter slechts strikt worden toegepast voor de cursussen die vanaf het academiejaar 1995-1996 worden gegeven. Zo zullen de vóór het voormalde academiejaar gevuld cursussen worden erkend, zelfs wanneer zij niet werden afgesloten met een evaluatie, voor zover zij voldoen aan de overige voorwaarden. Dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat het Departement vóór de inwerkingtreding van deze omzendbrief daaromtrent nog geen richtlijnen had uitgevaardigd. Wanneer er dus geen proef voorzien was, betekent dit derhalve dat het opleidingscentrum dit toen niet opportuun achtte.

In de toekomst zullen evenwel slechts de cursussen die worden afgesloten met een proef worden erkend, tenzij zou blijken dat een proef zinloos zou zijn. In dit laatste geval zal het aan de verschillende centra toekomen om hun beslissing betreffende het niet organiseren van een evaluatie te motiveren en slechts waarneem het Ministerie van Binnenlandse Zaken het opportuun acht zullen deze cursussen worden erkend. Het betrokken centrum levert dan een attest af.

Het spreekt niettemin vanzelf dat in het geval er examens of proeven worden georganiseerd, de betrokkenen noodzakelijkerwijze moeten slagen opdat het brevet in kwestie in aanmerking kan worden genomen voor erkenning.

### 3. De attesteren betreffende het volgen van en het slagen voor de cursussen.

Om de documenten te bekomen ter attestering van het volgen van en het slagen voor de cursus moeten de betrokkenen zich richten tot de instantie die deze cursus heeft georganiseerd (meestal het trainings- en opleidingscentrum voor de politie).

De attesteren moeten duidelijke en nauwkeurige vermeldingen bevatten zodat er terzake geen enkele twijfel kan opduiken, en de gemeenteoverheid over alle elementen beschikt om na te gaan of de voorgestelde cursussen opgenomen worden in het onderhavige ministerieel besluit.

### 4. Werkwijze voor de aanvragen tot erkenning van de cursussen die nog niet werden opgenomen in de officiële lijsten.

De lijst van de erkende cursussen kan door het Ministerie van Binnenlandse Zaken worden aangevuld : zo kan iedere cursus die nog niet ter goedkeuring zou zijn voorgelegd, op vraag van de betrokkenen worden voorgelegd.

Indien dergelijke vragen cursussen betreffen verstrekt door een erkend trainings- en opleidingscentrum moeten deze worden gemotiveerd en gericht aan de school in kwestie die :

- de betrokkenen kan mededelen dat de cursus in kwestie niet erkend werd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken of dat hij niet erkend wordt voor deze bepaalde graad. De motivatie betreffende de niet-erkennung zal eveneens aan de betrokkenen worden meegedeeld.

- de cursus nog ter erkenning zal voorleggen aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor zover een dergelijke aanvraag nog niet was ingediend.

Indien het aanvragen betreft tot erkenning van cursussen die niet worden verstrekt door een erkend trainings- en opleidingscentrum dienen zij, met motivatie, rechtstreeks zelf gericht te worden aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken, hetzij door de betrokkenen zelf, hetzij door de gemeente.

### 5. Diversen.

Tenslotte is het mogelijk voor de gemeenten om een systeem op te zetten waarbij de betrokkenen zijn motivatie om een bepaalde cursus te volgen kenbaar moet maken. Hierdoor vermijdt men dat weinig gemotiveerde kandidaten een cursus volgen uit louter financieel oogpunt.

Ik verzoek u, Mevrouw de Gouverneur, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief bekendgemaakt werd in het *Belgisch Staatsblad* te vermelden in het bestuursmemoriaal.